



INFLIGER AU GOUVERNEMENT DE DROITE LE DÉSARTEU QU'IL MÉRITE

L'enquête que vient de publier 60 millions de consommateurs ne fait que confirmer la hausse explosive des prix que tout un chacun constate en faisant son marché. Les hausses les plus fortes concernent des produits alimentaires de base comme les pâtes ou les produits laitiers : 45 % pour les spaghettis, 40 % pour les yaourts, 44 % pour le jambon blanc, et tout cela en deux mois seulement. On nous parle de l'augmentation des prix des matières premières mais, s'agissant de certains produits de base comme le blé, il s'agit déjà de hausses provoquées par des achats spéculatifs de grands groupes capables de peser sur les marchés internationaux.

Mais il n'y a pas que cela. Les matières premières n'entrent souvent que pour une petite part dans le prix final. Les paysans producteurs de fruits et de légumes ou les éleveurs de porcs dénoncent l'écart considérable entre les prix auxquels l'industrie alimentaire ou les grandes chaînes achètent leurs produits et les prix auxquels elles les vendent. Les grandes entreprises de l'agro-alimentaire, les Danone, Nestlé et les charcuteries industrielles, ou les grandes chaînes de distribution se servent de la situation pour accroître leurs marges et leurs profits au détriment des consommateurs. Et, pour ne parler que de ces hyper ou supermarchés qui monopolisent de plus en plus le commerce de détail et qui augmentent leurs prix, ils paient en même temps des salaires misérables à leurs employés, comme l'a rappelé la récente grève du personnel de ces grandes surfaces.

Les bénéfices de ces sociétés battent record sur record, en exploitant leur propre personnel et en grugeant les consommateurs. Les travailleurs sont pressurés des deux côtés, en tant que salariés qui ne sont pas maîtres de leurs revenus, et en tant que consommateurs.

Voilà pourquoi la majorité travailleuse de la population s'appauvrit pendant que les profits s'envolent et que les riches s'enrichissent toujours plus.

Autant dire que, si Sarkozy chute dans les sondages, c'est moins à cause des

frases de sa vie privée ou publique, qu'en raison du gouffre entre ses rodomontades de "président du pouvoir d'achat" et la réalité de l'écroulement du pouvoir d'achat.

Ces grands groupes capitalistes de l'agro-alimentaire, de la distribution ou de partout se passent de Sarkozy pour imposer leur loi à toute la société et pousser les salariés, les retraités et les chômeurs vers l'appauvrissement et, de là, vers la misère. Mais Sarkozy comme sa clique sont des exécutants serviles de ces grands groupes.

Pour changer les choses, pour faire reculer le patronat et ses valets politiques du gouvernement, il faudra des luttes sociales importantes, explosives et qui, entraînant la majorité des travailleurs, pourraient faire peur au grand patronat, mais vraiment peur.

Aucune élection, pas plus les municipales qu'une autre, ne peut remplacer la contre-offensive du monde du travail pour changer le rapport de force entre les travailleurs et le patronat.

Mais ces élections offrent au moins une occasion de désavouer Sarkozy et la politique que mène la droite. Écarter la droite d'un maximum de mairies ne résoudra pas les problèmes essentiels des salariés, ni la baisse du pouvoir d'achat, ni le chômage. Mais ce sera, au moins, une sanction pour le pouvoir et ses flagorneurs serviles.

Lutte Ouvrière présente des candidats à ces élections municipales dans un grand nombre de villes, sur des listes Lutte Ouvrière ou sur des listes d'union. S'ils sont élus, ils seront dans les conseils municipaux les représentants des intérêts sociaux et politiques des travailleurs, des chômeurs, des retraités et des plus démunis. Ils soutiendront toutes les mesures qui vont dans le sens de ces intérêts et s'opposeront aux mesures qui leur sont préjudiciables. Ils utiliseront leur mandat pour faire renaître les traditions de solidarité des classes populaires.

PAS UN SEUL SALARIE DES AGF A L'ANPE !

La direction veut fermer Grenoble, Montpellier, Nice et Reims (200 salariés) et envisage qu'après mobilités et reclassements éventuels, elle fera un plan soi-disant «social». Dans une entreprise qui vient juste de déclarer 1,9 milliard d'euros de bénéfice pour 2007, tout licenciement prétendument «économique» devrait être interdit.

UNE SALE HISTOIRE D'EFFORTS

2000 salariés perdraient leur travail dans la future restructuration. Et on ose nous présenter ça comme «un effort de formation» qui va être entrepris à l'égard des 2000. Des efforts comme ça, on n'en veut pas !

FAUT PAS POUSSER GRAND MÈRE DANS LES ORTIES

Il paraît qu'il faudrait que nous soyons «rassurés» et la direction nous donne l'assurance que tout va bien.

Avec 200 salariés qui voient leurs sites disparaître complètement, menacés dans leurs emplois, et 2000 autres qui vont être jetés dans le chamboule-tout des postes supprimés et du travail qui disparaît, il n'y a pas besoin d'être directeur pour comprendre les conséquences. Et justement nous n'en voulons pas de ces assurances là.

PAS A N'IMPORTE QUEL PRIX

Beaucoup d'anciens en ont assez de la détérioration des conditions de travail, de toutes ces restructurations incessantes et surtout de la dernière qui vient de nous tomber dessus. Si la Direction veut se passer de nous, cela ce discute. Mais tout comme les actionnaires, nous avons le droit de vivre sans nous soucier du lendemain...

LA DIRECTION FRAPPE FORT A MARSEILLE

A Marseille, on fait de l'IARD, de l'Indemnisation, du Monitorat. Qu'est-ce que la direction y prévoit comme «activité cible» ?

Tout sauf cela. 100% Santé, la seule activité qui n'existait pas sur place.

LEUR VIE NOUS EM.....POISONNE

Une bonne partie de l'activité Vie qui avait été supprimée sur les sites parisiens pour 90 salariés il y a quelque temps, avait été transférée à Lyon où les employés avaient eu bien du mal à l'absorber.

Eh bien maintenant la direction annonce...qu'il n'y aura plus aucune activité Vie à Lyon.

FAIRE ET DEFAIRE...C'EST TOUJOURS EXPLOITER

A Louis-Blanc au moment de la fusion, la direction a créé une plate-forme Indemnisation. Elle l'a détruite. Après elle en a remonté une autre encore plus importante. Aujourd'hui tous les salariés de

cette plate-forme viennent d'apprendre qu'elle doit disparaître.

Les seuls postes à faire disparaître, ce sont ceux des individus qui fabriquent ces restructurations !

UNE TRES GROSSE FICELLE

On se demandait tous pourquoi la direction retardait l'annonce des augmentations individuelles.

On a eu la réponse à partir de mercredi après midi, une fois le CEC passé : c'était pour tenter de nous faire penser à autre chose qu'à leur sale plan. Petite ruse mesquine qui a fait un gros flop partout !

DEMENTIS OU DES MENTEURS ?

Jeudi une dépêche sur Internet précise que le PDG d'Allianz vient d'annoncer 2000 suppressions d'emplois aux AGF sur les cinq années à venir, sans «licenciement sec». Vendredi, mail ultra important de la direction générale pour annoncer que ce n'est pas vrai.

Ce n'est pas vrai quoi ? Ce que dit le PDG d'Allianz ou ce que dit le PDG des AGF ?

UNE PETITE MANŒUVRE DEJA VUE

La direction a envoyé jeudi dernier un message du Comité Exécutif aux managers pour tenter de les mobiliser autour de son projet. C'est exactement comme à Allianz France à Charenton en 1992, où les patrons avaient adressé une circulaire identique aux cadres. Trois mois plus tard plus d'une centaine de managers «volontaires» dont les postes avaient été supprimés étaient tous poussés vers la porte !

Comme quoi, il vaut mieux se mobiliser pour autre chose que la direction.

UN ALLER SIMPLE

A Rennes 100 salariés voient leur travail disparaître. Le site devient uniquement le centre d'indemnisation agences. Au 100 Richelieu, c'est toute la charge de travail de l'indemnisation courtage qui est transférée...à Wasquehal.

Quant aux directeurs qui ont décidé ça, on devrait les transférer au Pôle Nord...et sans billet de retour.

ALORS ÇA VIENT ?

Et pendant ce temps-là, alors que les prix ont augmenté de 2,8% ces douze derniers mois, la direction n'a toujours rien à dire pour les augmentations générales de 2008. Il nous faut 300 € d'augmentation par mois tout de suite et la mise en place d'une véritable échelle mobile des salaires.

CACOPHONIE

Le PDG d'Allianz annonce à Munich jeudi que «AGF» va disparaître à l'automne 2008 pour faire place à la marque «Allianz».

Le lendemain le PDG des AGF annonce qu'aucun calendrier n'est fixé. Lui aussi, Il a peur d'être reclassé ?